

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Référendum

Les Islandais disent non à l'Union européenne

Le pays doit-il rouvrir les négociations d'adhésion avec l'UE? 52,8% des Islandais ont répondu «non». Les Islandais ont rejeté une ...

• (Page 08)

Microfinance au Bénin

Le Top 10 des institutions de grande taille

La Commission bancaire de l'UMOA a publié il y a quelques jours son Rapport annuel 2025. Ce document qui ...

• (Page 11)



Banques au Togo

Les 10 dirigeants qui pilotent les plus gros bilans



• (Page 03)

Réformes 2026

Le Togo à 68,4% et déjà 1er en Afrique de l'ouest

Iyatan Komi AKAKPO appelle à une accélération pour tenir la promesse vision 2020. Le Secrétariat Permanent ...

• (Page 02)

Secteur tertiaire

L'une des locomotives de la croissance économique au Togo

Le secteur tertiaire joue bien son rôle. En 2025, il demeure le principal moteur de la croissance économique nationale avec une ...

• (Page 04)

Ghana

10 nouvelles lois ouvrent 7 opportunités d'affaires concrètes

Des champs de cacao aux eaux territoriales, en passant par l'or et la logistique, voici comment dix nouvelles lois récemment promulguées au Ghana transforment ...

• (Page 06)

Crédit agricole

• (Page 04)

Un casse-tête pour les coopératives au Togo

TIC

WhatsApp va coûter cher aux fintechs africaines

A partir du 1er octobre 2026, les entreprises utilisant la WhatsApp Business Platform devront payer pour certains messages de service et messages ...

• (Page 11)

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !

INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Réformes 2026

Le Togo à 68,4% et déjà 1er en Afrique de l'ouest

Iyatan Komi AKAKPO appelle à une accélération pour tenir la promesse vision 2020

Le Secrétariat Permanent pour le Suivi des Politiques des Réformes et des Programmes Financiers du ministère des finances et du budget, a tenu le vendredi 28 Aout 2026 la revue nationale de mise en œuvre des réformes à fin juin 2026. L'atelier a été présidé par Monsieur Iyatan Komi AKAKPO, Directeur National du Contrôle Financier (DNCF), représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget monsieur Kpowbié Tchasso AKAYA. Dans son allocution d'ouverture, monsieur le DNCF a salué la mobilisation de l'ensemble des acteurs et rappelé que la rencontre permet de faire le point à mi-parcours, d'identifier les contraintes et d'accélérer la cadence d'ici décembre : « Rassembler, Transformer, Protéger » : le cap de la Vision 2040. Inscrite dans la continuité de la Feuille de Route 2020-2025, l'action gouvernementale prépare déjà la Vision 2040 portée par le Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ. « La Vision 2040 est une promesse : celle d'un Togo moderne, émergent et prospère. Mais cette promesse ne se réalisera que si nous faisons preuve de discipline, de cohérence et de constance dans l'action », a rappelé M. Iyatan Komi AKAKPO. Cette ambition repose sur 3 axes : Rassembler les forces, Transformer l'administration et l'économie, Protéger les citoyens et l'environnement.

Un bilan à mi-parcours encourageant

Sur 195 activités programmées au premier semestre, 42 ont été intégralement



réalisées et 153 sont en cours. Le taux moyen d'exécution physique atteint 68,4% et le taux d'exécution financière 63,3%.

Le plan de travail 2026 prévoit au total 269 activités, dont 74 pour le second semestre.

Des avancées sectorielles concrètes

Plusieurs réformes structurantes ont progressé :

- **Foncier agricole : sécurisation et cartographie des terres à Djablè et Kara ;**
- **Numérique et sécurité : extension des missions de Cyber Défense Africa aux drones et intensification de l'identification biométrique ;**
- **TPME : élaboration de la stratégie pour l'entrepreneuriat féminin et préparation de la "Clinique de l'Entrepreneuriat" ;**
- **Décentralisation : budgets des 5 conseils régionaux opérationnels et dotations aux collectivités portées à 16 milliards FCFA ;**
- **Environnement : promulgation de la loi cadre révisée le 24 mars 2026 et création de l'Office national des aires protégées.**

D'autres chantiers transversaux avancent : renforcement du SIGFiP et SIGMAP, budget climat et genre, déploiement du SIGE dans l'éducation, consolidation des projets CEET et du PANT.

Le Togo, 1er réformateur en Afrique de l'Ouest



Ces efforts sont salués au plan international. Le Togo se classe 1er réformateur en Afrique de l'Ouest et 3^e en Afrique subsaharienne au Business Ready 2025 de la Banque mondiale, avec 61,52 points. En clôturant les travaux de la revue nationale de mise en œuvre des réformes à fin juin 2026 M. Iyatan Komi AKAKPO a remercié les partenaires techniques et financiers et appelé à plus de rigueur pour les mois à venir : « Les prochains mois doivent être ceux de l'accélération et de résultats mesurables pour un Togo moderne, prospère, résilient et solidaire ». Au terme de cette revue nationale, un constat s'impose : le Togo maintient le cap des réformes malgré les défis. Avec un taux de 68,4% à mi-parcours et le classement de la banque mondiale qui le consacre 1er réformateur en Afrique de l'ouest ; le pays démontre que la méthode porte ses fruits. La feuille de route est claire pour le second semestre : accélérer, coordonner et rendre visibles les résultats sur le terrain. Entre la sécurisation du foncier, la digitalisation de l'État, l'appui aux TPME et le renforcement de la décentralisation, le Gouvernement aligne ses actions sur la promesse de la vision 2040. Comme l'a rappelé monsieur Iyatan Komi AKAKPO, il s'agit désormais de faire preuve de « discipline, de cohérence et de constance ». « L'enjeu final reste le même : rassembler toutes les forces, transformer concrètement la vie des citoyens et protéger les acquis pour un Togo moderne, résilient et prospère.



AUX DÉCIDEURS ...

Passer de l'engagement à l'action

Trois outils destinés à renforcer l'engagement du secteur privé dans l'action climatique. Une étape importante dans la stratégie de résilience du Togo. Mais au-delà de la cérémonie et des instruments mis en place, l'enjeu véritable est désormais de transformer ces outils en décisions concrètes, en investissements et en résultats mesurables.

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine. Il se manifeste déjà à travers le dérèglement des saisons agricoles, les inondations, l'érosion côtière et la fragilisation des activités économiques. Pour un pays où une grande partie des populations dépend directement des ressources naturelles et des activités productives, la résilience climatique relève donc autant de la protection de l'environnement que de la sauvegarde de l'économie.

C'est précisément là que se situe l'intérêt des instruments lancés dans le cadre du projet NAP Readiness, financé par le Fonds vert pour le climat et mis en œuvre avec l'appui technique de la FAO.

La plateforme numérique d'informations climatiques et d'investissements, le Livret vert & climat du secteur privé et le plan de communication répondent à une difficulté souvent sous-estimée : l'accès à l'information et la capacité à identifier les opportunités de financement constituent encore des obstacles majeurs pour les entreprises qui souhaitent investir dans des solutions durables.

Une entreprise ne peut investir dans la transition écologique si elle ignore les mécanismes de financement disponibles, les opportunités de partenariat ou encore les données nécessaires à la prise de décision. La plateforme numérique peut donc devenir un véritable outil d'aide à l'investissement, à condition qu'elle soit régulièrement alimentée, accessible et effectivement utilisée par les opérateurs économiques.

Le Livret vert, quant à lui, doit dépasser le statut de simple document pédagogique. Il devra devenir un véritable guide pour accompagner les entreprises dans leur transformation vers des modèles économiques moins carbonés et plus résistants aux chocs climatiques.

Le rôle des organisations patronales sera déterminant. Le CNP-Togo, l'AGET, la CCI Togo et les organisations professionnelles disposent des réseaux nécessaires pour faire connaître ces instruments et accompagner leur appropriation. Leur implication doit désormais se traduire par une mobilisation permanente sur le terrain.

L'un des principaux défis reste celui du financement. Les ambitions climatiques du Togo ne pourront être réalisées sans une mobilisation importante de ressources publiques et privées. Le secteur financier doit, lui aussi, être pleinement associé à cette dynamique. Les banques, institutions de microfinance, investisseurs et mécanismes spécialisés devront développer des produits adaptés aux besoins des entreprises qui souhaitent engager leur transition.

Il faudra également créer les conditions permettant aux PME d'accéder plus facilement à ces financements. Car la transition climatique ne doit pas être réservée aux grandes entreprises disposant déjà des capacités techniques et financières nécessaires.

La lutte contre le changement climatique ne peut être l'affaire du seul gouvernement. Elle doit mobiliser l'État, le secteur privé, les institutions financières, les partenaires techniques et financiers, les collectivités et la société civile.

L'État doit créer un environnement favorable et assurer la cohérence des politiques publiques. Le secteur privé doit investir et innover. Les partenaires doivent poursuivre leur accompagnement. Les institutions financières doivent contribuer à orienter davantage les capitaux vers les activités durables.

Le Togo dispose désormais de trois instruments pour rapprocher ces différents acteurs. Il reste à leur donner toute leur portée.

Le plus important ne sera donc pas de compter le nombre d'entreprises ayant consulté la plateforme ou distribué le Livret vert. Il faudra mesurer les investissements climatiques effectivement mobilisés, les projets financés, les emplois verts créés et la capacité des entreprises à mieux résister aux risques climatiques.

Le secteur privé togolais est appelé à devenir un acteur majeur de la transition climatique. Il dispose désormais d'outils supplémentaires pour le faire. Le véritable enjeu est de passer de l'information à l'investissement, de l'engagement à l'action et des ambitions aux résultats.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)**	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

Source : tresor.economie.gouv.fr

Banques au Togo

Les 10 dirigeants qui pilotent les plus gros bilans

Le classement bancaire togolais de 2025 ne raconte pas seulement une bataille de bilans. Il met surtout en lumière dix dirigeants qui pilotent les établissements les plus puissants d'un marché devenu plus vaste, plus concurrentiel et surtout beaucoup plus risqué. Guy-Martial Awona chez Orabank, Estelle Fafa Akue-Koman chez Ecobank, Alassane Kaboré chez Coris ou encore Simplicie Toyi Assih à l'UTB évoluent désormais dans un secteur où la croissance des actifs ne suffit plus : le coût du risque a explosé et la rentabilité globale est tombée dans le rouge.

Selon les données provisoires arrêtées au 31 décembre 2025 par la Commission bancaire de l'UMOA, Orabank Togo demeure la première banque du pays avec 771,9 milliards FCFA de bilan, devant Ecobank Togo à 724,2 milliards et Coris Bank International Togo à 615,5 milliards.

Guy-Martial Awona : 771,9 milliards FCFA et la pression du numéro un

À 771,9 milliards FCFA, Orabank Togo conserve la plus importante puissance bilancielle du pays. Pour Guy-Martial Awona, Directeur général de la banque, cette première place représente néanmoins davantage qu'un acquis : moins de 48 milliards FCFA séparent désormais son établissement d'Ecobank. Le banquier doit donc défendre une position dominante dans un environnement où la qualité du portefeuille prend progressivement autant d'importance que sa taille. Orabank confirme officiellement Guy-Martial Awona à la tête de sa direction générale.

Estelle Fafa Akue-Koman : Ecobank reste à portée du leader

Avec 724,2 milliards FCFA de bilan, Ecobank Togo occupe la deuxième place et reste suffisamment proche d'Orabank pour maintenir ouverte la bataille du leadership.

Aux commandes, Estelle Fafa Akue-Koman pilote une institution dont la portée dépasse le seul marché togolais : Lomé reste le berceau historique du groupe Ecobank. Sa responsabilité consiste désormais à convertir cette puissance de franchise en nouveaux gains



de marché. Le site institutionnel d'Ecobank la présente comme Directrice générale et administratrice exécutive d'Ecobank Togo.

Alassane Kaboré : Coris installe durablement un troisième pôle de puissance

Coris Bank International Togo complète le podium avec 615,5 milliards FCFA d'actifs, en progression de 10 % sur un an. Sous Alassane Kaboré, Directeur général depuis 2018, la filiale a progressivement construit une place difficile à contourner. La banque a également fait progresser sa clientèle de 14,6 % en 2025 et continue de renforcer ses canaux numériques. Kaboré, spécialiste de l'ingénierie financière et du risque, dirige ainsi l'un des principaux challengers du duopole Orabank-Ecobank.

Simplicie Toyi Assih : l'UTB garde du poids dans la nouvelle hiérarchie

À 448,8 milliards FCFA, l'Union Togolaise de Banque reste quatrième. Sous la direction de Simplicie Toyi Assih, l'établissement conserve une singularité majeure : il demeure la seule banque du classement à capitaux entièrement publics. Cette position donne à son bilan une dimension particulière, entre impé-

ratifs commerciaux, financement de l'économie et responsabilité institutionnelle. L'UTB confirme Simplicie Toyi Assih comme Directeur général.

Robert Aimé Diallo : IB Bank entre dans le premier cercle

Cinquième avec 430,1 milliards FCFA de bilan, IB Bank Togo est désormais dirigée par Robert Aimé Diallo, nommé en octobre 2024. Son mandat est celui d'une consolidation. Ancienne BTCL, l'institution appartient désormais à IB Holding et cherche à transformer son repositionnement actionnarial en croissance durable. Diallo apporte une expérience construite notamment dans la finance, le corporate banking, le contrôle et la gestion des risques.

Tjima Diabaté : BSIC poursuit sa remontée

Avec 412,2 milliards FCFA, BSIC Togo occupe le sixième rang sous la direction de Tjima Diabaté. Arrivé à la tête de l'institution en septembre 2024, ce spécialiste du risque de crédit pilote une banque qui avait affiché sa volonté de retrouver durablement la rentabilité et de se rapprocher du Top 5. À la lumière du classement 2025, l'objectif n'est plus très éloigné : moins de 18 milliards FCFA séparent BSIC d'IB Bank.

Gomez Konan : NSIA construit sa présence togolaise par la succursale

La succursale togolaise de NSIA Banque Bénin se classe septième avec 344,5 milliards FCFA de bilan. Elle est dirigée par Gomez Konan, dont la fonction est bien celle de Directeur de la succursale, et non de Directeur général d'une entité bancaire togolaise autonome. Cette précision institutionnelle est importante. En juin 2026, NSIA Holding Financière le présentait encore officiellement à cette fonction lors d'une opération de certification du groupe.

Koffi Kra Babacauh : Banque Atlantique conserve une place significative

À 303,7 milliards FCFA, Banque Atlantique Togo occupe la huitième position. La banque est conduite par Koffi Kra Babacauh, Directeur général. Dans un marché où les six premières institutions ont déjà franchi ou approchent les 400 milliards FCFA d'actifs, son enjeu est désormais de réduire la distance avec le deuxième peloton tout en protégeant la rentabilité. L'annuaire bancaire de la BCEAO le confirme à la tête de l'établissement.

Adam Moussa Adoum : un nouveau dirigeant pour la BIA Togo

La neuvième place revient à BIA Togo, avec 234,1 milliards FCFA de bilan. Le cas de l'établissement est particulièrement intéressant car son leadership vient d'évoluer. Adam Moussa Adoum a été nommé Directeur général en juin 2026, succédant à Abdelouahed El Kiram. Issu du groupe Attijariwafa bank, il hérite donc aujourd'hui d'une institution historique du marché togolais avec un mandat mêlant continuité, développement commercial et transformation bancaire.

Youssef Ibrahimi : BOA Togo ferme le Top 10 à 228,5 milliards FCFA

Bank of Africa Togo complète le Top 10 avec 228,5 milliards FCFA. À sa tête depuis août 2021, Youssef Ibrahimi possède un parcours largement construit dans le réseau Bank of Africa en Afrique de l'Ouest. Son défi consiste désormais à replacer BOA dans une dynamique suffisamment rapide pour rattraper les établissements qui la précèdent. Le site officiel de BOA Togo le confirme toujours comme Directeur général.

Derrière les dirigeants, un marché qui change brutalement de nature

Ces dix banquiers pilotent les principaux bilans d'un secteur qui continue de croître : 5 440,3 milliards FCFA d'actifs à fin 2025, en hausse de 6,2 %. Mais les indicateurs prudentiels donnent une lecture beaucoup moins confortable.

Les crédits atteignent 2 412,9 milliards FCFA, en hausse limitée de 2,4 %, alors que les ressources progressent davantage. Surtout, les crédits en souffrance bondissent de 116,7 %, à 183,7 milliards FCFA. Le coût net du risque atteint 96,9 milliards FCFA, contre seulement 19,1 milliards un an aupa-

avant, soit une envolée de 407,5 %.

Et ce chiffre suffit à bouleverser toute la hiérarchie des priorités.

Le secteur réalise pourtant 233,84 milliards FCFA de produit net bancaire, en croissance de 10,8 %. Mais la détérioration du risque absorbe la performance opérationnelle et fait basculer le résultat net collectif de +47,3 milliards FCFA en 2024 à -20,51 milliards en 2025.

Dix dirigeants, une même nouvelle bataille

Guy-Martial Awona défend le leadership. Estelle Fafa Akue-Koman peut encore viser la première place. Alassane Kaboré poursuit la construction de Coris. Simplicie Toyi Assih doit conjuguer poids public et efficacité. Robert Aimé Diallo consolide IB Bank. Tjima Diabaté rapproche BSIC du Top 5. Gomez Konan développe l'empreinte NSIA. Koffi Kra Babacauh défend Banque Atlantique. Adam Moussa Adoum prend en main la transformation de BIA. Youssef Ibrahimi cherche à accélérer BOA.

Leur stratégie diffère. Leur équation devient pourtant commune.

Dans le Togo bancaire de 2026, la course aux milliards de bilan ne suffira plus à départager les meilleurs dirigeants. Après l'explosion du coût du risque observée en 2025, la véritable hiérarchie se dessinera désormais dans la capacité à sélectionner le crédit, recouvrer, provisionner, protéger le capital et préserver la rentabilité.

Avec onlybenki

Crédit agricole

Un casse-tête pour les coopératives au Togo

Dans le secteur agricole, les coopératives constituent aujourd'hui un maillon important de l'organisation des producteurs. Elles permettent de regrouper les exploitants autour d'intérêts communs et de renforcer leur pouvoir de négociation.

Quel est donc réellement l'apport des coopératives agricoles au développement socio-économique des producteurs togolais ? C'est à cette question que s'est intéressée Kouakou Barnabé ADODOE, lors de son étude réalisée dans le Bas-Mono, dans le cadre de l'obtention de sa Licence professionnelle en Sciences agronomiques, mention Agroéconomie. Soutenue le 26 juillet 2026 à l'Université de Lomé(Togo), cette étude s'est intéressée à la contribution des coopératives agricoles au développement socio-économique des membres dans le Bas-Mono.

Les résultats mettent en évidence des effets positifs de l'adhésion à une coopérative.

"Être en coopérative contribue au développement social et économique des membres. Lors de notre immersion dans le Bas-mono au sein des deux coopératives, nous avons compris qu'en début de campagne, ils se regroupent, essaient d'analyser comment les campagnes vont se dérouler, évaluent les besoins de chacun en termes

d'intrants pour voir la démarche à suivre afin d'obtenir ces intrants et mener une bonne campagne", expose Kouakou Barnabé ADODOE. "Cette structuration constitue déjà un facteur de cohésion social et de soulagement pour certains producteurs qui n'ont pas d'argent en début de campagne pour payer ces intrants. Durant le cycle de production, ces producteurs bénéficient pour la plupart du temps d'un suivi technique pour réussir la campagne", ajoute-t-il. La commercialisation collective constitue l'un de leurs principaux atouts. Individuellement, les petits producteurs disposent souvent d'un faible pouvoir de négociation face aux acheteurs. Le regroupement des produits au sein d'une organisation permet de constituer des volumes plus importants et, dans certaines situations, de rechercher de meilleures conditions de commercialisation. Cette organisation contribue également à limiter certaines pratiques défavorables aux producteurs et à améliorer la valorisation des récoltes. La coopérative devient ainsi un espace où les membres peuvent mieux s'organiser, partager l'information et



défendre leurs intérêts économiques.

Une démarche rigoureuse de recherche

Pour mesurer concrètement cet apport, les travaux de recherche du jeune agronome Kouakou Barnabé ADODOE a permis de comparer la situation de producteurs membres et non membres de coopératives agricoles. Il en ressort des résultats que les caractéristiques sociodémographiques des producteurs n'expliquent que partiellement leur décision d'adhérer à une coopérative. Autrement dit, l'adhésion ne dépend pas uniquement du profil individuel du producteur. D'autres facteurs, notamment les avantages attendus, l'organisation de la coo-

pérative et les opportunités économiques offertes aux membres, peuvent également jouer un rôle. L'étude met ensuite en évidence un avantage important pour les producteurs membres. D'abord un meilleur accès à certaines ressources productives, particulièrement les intrants agricoles. En facilitant l'approvisionnement collectif, les coopératives permettent aux producteurs de réduire certaines contraintes liées à la disponibilité et à l'acquisition des facteurs de production. Cet accès est déterminant dans un contexte où le coût des intrants représente une charge importante pour les exploitations familiales. Une organisation collective peut également faciliter la circulation de l'information et l'accompagnement technique des producteurs.

Le financement reste le maillon faible

Malgré ces avantages, l'étude souligne une limite majeure qui reste l'accès insuffisant au financement. Les travaux de M. Barnabé ont révélé que la majorité des membres interrogés n'ont pas bénéficié de crédit agricole. Cette situation réduit la capacité des producteurs à investir dans leurs exploitations, à acheter suffisamment d'intrants, à acquérir des équipements ou encore à développer de nouvelles activités. Ainsi, le financement apparaît comme l'un des principaux défis auxquels les coopératives doivent encore faire face. L'existence d'une organisation collective ne garantit pas automatiquement l'accès au crédit. Il est nécessaire de renforcer les relations entre les coopératives et les institutions de microfinances, mais également d'améliorer la gouvernance, la transparence et les capacités de gestion des organisations afin de faciliter leur accès aux mécanismes de financement. Si les résultats de l'étude consacrent les coopératives comme un instrument pertinent de développement socio-économique, ils mettent également en évidence la nécessité de renfor-

cer leur fonctionnement. "L'amélioration de l'accès au financement apparaît comme une priorité. Elle doit s'accompagner d'un renforcement des capacités de gestion, de gouvernance et de planification des coopératives. Le développement de partenariats avec les institutions financières, les structures d'accompagnement et les acteurs des chaînes de valeur pourrait également permettre de diversifier les opportunités offertes aux producteurs", recommande le jeune chercheur. En conclusion, cette étude consacrée aux SCOOPS DZIGBODI et ALODO dans le Bas-Mono montre finalement que les coopératives agricoles peuvent constituer un véritable levier de développement rural au Togo. Cependant, leur potentiel reste encore largement dépendant de leur capacité à mobiliser davantage de ressources et à établir des partenariats solides, notamment dans le domaine du financement. Pour le Togo, renforcer les coopératives agricoles revient donc à investir non seulement dans les organisations de producteurs, mais aussi dans la transformation durable des territoires ruraux.

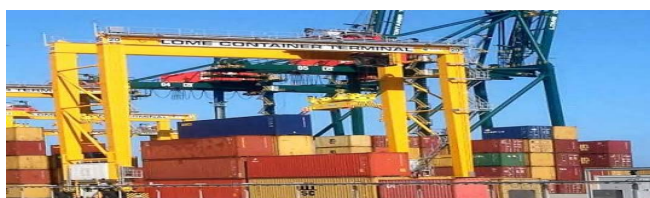
agridigitale.net

Secteur tertiaire

L'une des locomotives de la croissance économique au Togo

Le secteur tertiaire joue bien son rôle. En 2025, il demeure le principal moteur de la croissance économique nationale avec une contribution de 3,5 points à la progression du produit intérieur brut (PIB) réel et un taux de croissance de 7,0 %, en légère amélioration par rapport aux 6,8 % enregistrés en 2024.

Le secteur tertiaire regroupe principalement les services tels que le commerce, les transports, les télécommunications, les services financiers, l'hôtellerie, la restauration, les activités administratives et plusieurs autres prestations indispensables au fonctionnement de l'économie. Sa croissance signifie que ces activités ont globalement connu une augmentation de leur volume d'affaires et une plus grande contribution à la création de richesses. La performance est le signe d'une évolution positive pour les acteurs économiques et pour les popu-



lations.

Ouverture des perspectives favorables

Un secteur tertiaire en expansion crée de nouvelles opportunités pour les opérateurs économiques, stimule les investissements et encourage le développement de nouveaux services. Les entreprises de transport, de logistique, du numérique, de la finance ou encore du commerce peuvent bénéficier d'une demande plus importante

et d'un environnement économique plus dynamique. Pour les populations, la progression du secteur tertiaire a des effets concrets. Elle favorise la création d'emplois, notamment pour les jeunes, améliore l'accès à certains services essentiels et contribue à l'amélioration des conditions de vie. Le développement des services numériques, par exemple, facilite l'accès à l'information,

aux services financiers et aux démarches administratives. De même, l'amélioration des transports et de la logistique favorise les échanges commerciaux et réduit certaines contraintes pour les producteurs et les consommateurs. Cette performance confirme aussi la transformation progressive de l'économie togolaise. Comme dans de nombreux pays en développement, la croissance ne repose plus uniquement sur l'agriculture ou l'exploitation des ressources naturelles, mais de plus en plus sur les services, l'innovation et les activités à forte valeur ajoutée.

Le rôle joué par les politiques publiques

Il n'est pas négligeable dans cette évolution. Les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, moderniser les infrastructures numériques, renforcer les plateformes logistiques, faciliter les échanges commerciaux et développer l'inclusion financière contribuent à créer un environnement plus favorable aux activités tertiaires. Cependant, cette progression appelle aussi à la vigilance. La croissance du secteur tertiaire doit s'accompagner d'une amélioration de la qualité des emplois créés et d'une meilleure intégration des jeunes et des petites entreprises dans

cette dynamique. Une économie fortement portée par les services doit veiller à ce que les bénéfices de cette croissance profitent au plus grand nombre. Avec une contribution de 3,5 points à la croissance du PIB réel en 2025, le secteur tertiaire confirme donc son importance stratégique. Il apparaît comme un pilier essentiel de la transformation économique du Togo, capable de soutenir l'activité, d'accroître les opportunités pour les entreprises et de contribuer à une croissance plus inclusive pour les populations.

ATOP



Aquamazone
ADVENTURE

AQUAMAZONE Adventure

**Samedi &
Dimanche
Jours fériés
11h - 18h**



ACTIVITÉS

- PEDALO
- CANOË KAYAK
- PADDLE
- BATEAU À PEDALES
- PIROGUE
- JET SKI

*Évasion nautique
Inoubliable!*

☎ +229 01 **54 28 44 44**
☎ +229 01 **60 15 04 04**
✉ aquamazone229@gmail.com
🌐 www.aquamazone.com

Suivez-nous sur

📺 📷 📱 🎵 **Aquamazone**

📍 Adounko village, Route des Pêches,
Aquamazone Embarcadère

Ghana

10 nouvelles lois ouvrent 7 opportunités d'affaires concrètes

Des champs de cacao aux eaux territoriales, en passant par l'or et la logistique, voici comment dix nouvelles lois récemment promulguées au Ghana transforment le paysage des investissements.



En promulguant, le 26 août, dix textes législatifs touchant à la fiscalité, aux douanes, au cacao, à la justice ou encore à la sécurité maritime, le président John Dramani Mahama ne s'est pas contenté de réformer l'État. Il a, de facto, redessiné la carte des opportunités pour les investisseurs et opérateurs économiques présents ou désireux d'entrer sur le marché ghanéen. Analyse sectorielle. Dans le secteur du Cacao, la transformation locale devient un impératif rentable. Le Ghana Cocoa Board Act, 2026, grave dans le marbre l'engagement présidentiel de transformer localement «au moins 50% des fèves de cacao» et de garantir aux planteurs «70% du prix du marché mondial». Pour les agro-industriels, cela signifie un accès sécurisé à une matière première dont la valorisation locale est désormais une priorité d'État. «Promesse faite, promesse tenue», a lancé Mahama, signalant une stabilité réglementaire propice aux investissements de long terme dans la transformation cacaoyère.

Dans le secteur des jus de fruits, une nouvelle exonération change la donne. L'Excise Act, 2026, exonère totalement de droits d'accise les jus de fruits fabriqués localement. Une mesure ouvertement incitative: «si vous produisez des jus de fruits localement, cette loi vous exempte du droit d'accise», a expliqué le président. Pour les transformateurs agroalimentaires, c'est un avantage compétitif immédiat face aux

importations, dans un marché ouest-africain où la demande de boissons naturelles croît rapidement. Dans le domaine du conseil fiscal et douanier, la complexité se voit simplifiée. La refonte du Customs Act en un texte unique vise à «sceller les failles qui ont fait perdre beaucoup de revenus à l'État», selon Mahama. Pour les entreprises, cette consolidation réduit l'insécurité juridique, mais exige une mise à niveau rapide des procédures internes. Les cabinets de conseil fiscal et douanier disposent là d'un créneau porteur: accompagner les opérateurs dans la compréhension des nouvelles règles, notamment sur les prélèvements énergétiques où les exonérations abusives sont désormais traquées.

Dans le secteur de la logistique, du transit et du dédouanement, l'efficacité devient le nouveau standard. L'unification douanière promet une administration «plus simple et plus efficace». Les acteurs de la logistique et du transit y gagneront en fluidité, à condition d'adapter leurs systèmes d'information et de conformité. Les prestataires capables d'offrir des services intégrés de dédouanement et de conseil en conformité seront les mieux placés pour capter cette modernisation.

Or: un guichet TVA spécifique pour les grands producteurs

L'amendement à la TVA exempte les compagnies minières aurifères qui cèdent 30% de leur production à la Banque du Ghana. Un mécanisme, aligné sur la politique monétaire, qui

crée un statut fiscal particulier pour les grands opérateurs miniers, mais aussi des besoins d'ingénierie financière et de conformité pour les sous-traitants et fournisseurs du secteur.

Dans le domaine de l'Économie bleue, le droit de la mer entre dans le droit positif. Le Maritime and Related Offences Act transpose la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, donnant aux autorités «les moyens juridiques de poursuivre les crimes commis dans les eaux territoriales». Pour les entreprises de surveillance maritime, de sûreté portuaire, d'assurance ou de services logistiques offshore, ce cadre ouvre des marchés liés à la sécurisation et à l'exploitation durable de l'espace maritime ghanéen.

Enfin, l'Université nationale de défense, désormais entité légale accréditée, valide «l'autorité de l'institution à offrir des programmes académiques et militaires stratégiques accrédités». Au-delà du militaire, la vague de réformes fiscales, douanières et agroalimentaires crée une demande forte en formations spécialisées: fiscalité, logistique, transformation agroalimentaire, droit maritime. Les établissements privés et les cabinets de formation continue ont là un terrain d'expansion évident.

Au total, ces dix lois ne sont pas qu'un arsenal de réformes: elles constituent un appel d'offres implicite aux investisseurs capables de lire les signaux réglementaires. Reste à savoir qui saura transformer le texte en contrats.

Douanes maliennes:

Les 7 signaux verts derrière le bond de 32% des recettes semestrielles

Le bond de 32% des recettes douanières maliennes en glissement annuel n'a rien d'un accident de calendrier. Réorganisation interne, volonté politique, réformes actives et pression sécuritaire: les douanes maliennes sont en train de changer de modèle, entre mobilisation des recettes et protection du commerce légal.

Les recettes douanières du Mali ont atteint 533,743 milliards de FCFA (près de 945 millions de dollars) au 30 juin 2026: jamais elles n'avaient atteint un tel niveau semestriel de recettes. Il s'agit là d'un record. Pourtant, l'inspecteur général Cheickna Amala Diallo refuse d'en faire «un motif de relâchement», signe d'une culture de performance assumée. Cela dit, ce bond ne relève ni du hasard ni d'un simple effet de conjoncture. Derrière les chiffres, se dessine une transformation structurelle dont les signaux verts identifiés méritent d'être soulignés.

Premier signal: le dépassement de l'objectif semestriel n'est pas marginal. Avec 110,55% de réalisation contre une prévision de 482,823 milliards, l'excédent de 50,918 milliards représente environ 10,5% de la cible. Concrètement, ce n'est pas un simple dépassement technique: c'est la preuve qu'un objectif calibré en début d'exercice peut être dépassé sans recourir à des mesures exceptionnelles.

Deuxième signal: la progression par rapport à 2025 est spectaculaire. Les 404,692 milliards de FCFA collectés au premier semestre 2025 ne représentaient que 46,20% de l'objectif annuel. En un an, les douanes maliennes ont gagné 129 milliards de FCFA sur la même période, soit une hausse de 31,9%. Aucun effet de base monétaire n'explique à lui seul cette amplitude. Il faudra chercher du côté de l'élargissement de l'assiette, de l'amélioration du recouvrement forcé et de la réduction des fuites. En juillet, 98,547 milliards de FCFA (en-



viron 174,5 millions de dollars) supplémentaires ont été collectés, portant le cumul depuis le début de l'année à 632,314 milliards de FCFA (environ 1,12 milliard de dollars), soit 64,85% de l'objectif annuel. Atteindre près des deux tiers de l'objectif annuel de 975 milliards avant la fin du troisième trimestre laisse entrevoir un atterrissage potentiel au-delà de 100%. De quoi rappeler que la performance ne se mesure pas uniquement en volume: la régularité des procédures de recouvrement et la sécurité juridique des opérateurs doivent être préservées, sous peine de transformer la douane en machine à cash au détriment du commerce légitime.

Signal suivant: une volonté politique affichée sans ambiguïté. Le ministre d'État Alousséni Sanou a fixé un cap en trois axes: mobilisation des recettes, lutte contre la fraude, poursuite des réformes. Contrairement aux années précédentes, où les performances douanières semblaient subies, cette fois le discours politique précède et encadre les résultats. Ce qui est un indicateur de priorisation réelle, la douane étant perçue comme un levier de souveraineté budgétaire face à la raréfaction des appuis extérieurs. À cela s'ajoute une réorganisation interne assumée, pas subie.

Rappelons que ces six mois d'exercice se sont déroulés dans un contexte marqué par le récent mouvement du personnel. Un mouvement qui a apporté du sang neuf à l'administration. Le Directeur général le présente comme une «redistribution des responsabilités» destinée à créer une «nouvelle dy-

namique de travail». De quoi y voir une gestion du changement maîtrisée, évitant les ruptures opérationnelles.

Signal suivant: 38 réformes actives, avec un début de matérialisation. Le Système de gestion informatisé du contentieux douanier (SYGICOD), l'interconnexion des systèmes avec plusieurs pays ouest-africains, la modernisation du contrôle documentaire structurent déjà le fonctionnement quotidien. C'est le signe le plus durable, dans la mesure où les recettes gagnées par la modernisation résistent mieux aux aléas conjoncturels que celles issues de simples contrôles renforcés. Le dernier signal est relatif à la dimension sécuritaire intégrée au cœur de la performance. Les saisies de stupéfiants, d'armes, de munitions et de mercure au premier semestre montrent que les douanes maliennes ne sont plus seulement une régie financière. L'axe Kidira-Diboli-Kayes, affecté par des contraintes sécuritaires, demeure un point de vulnérabilité. Mais l'analyse des flux sur ce corridor révèle une adaptation: la sécurisation des recettes passe désormais par un maillage renseignement-contrôle-logistique. Au final, ces sept signaux dessinent un modèle de douane qui ne se contente plus de taxer: elle sécurise, modernise et réforme. La véritable question n'est plus de savoir si les douanes maliennes peuvent atteindre 975 milliards, mais si elles peuvent le faire sans casser le commerce légal. La réponse du Directeur général tient en une phrase: «les contrôles doivent rester efficaces, sans devenir un frein au commerce légitime». Tout l'enjeu de la seconde moitié de 2026 est là.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 28 août 2026

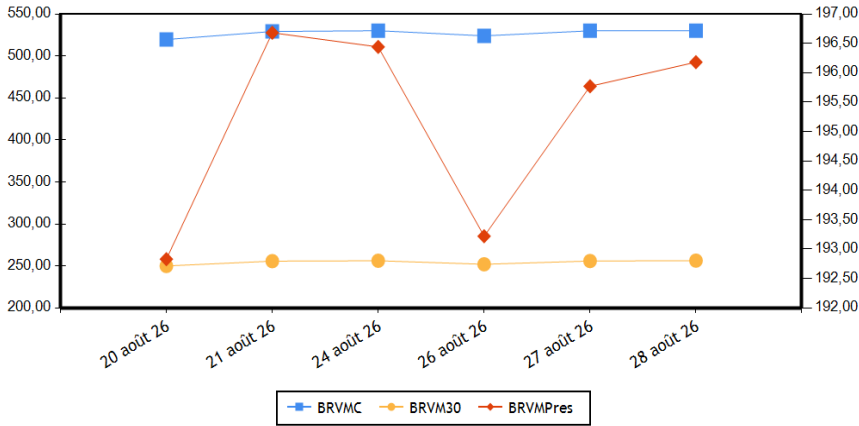
N° 162

BRVM COMPOSITE	530,06
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	53,31 %

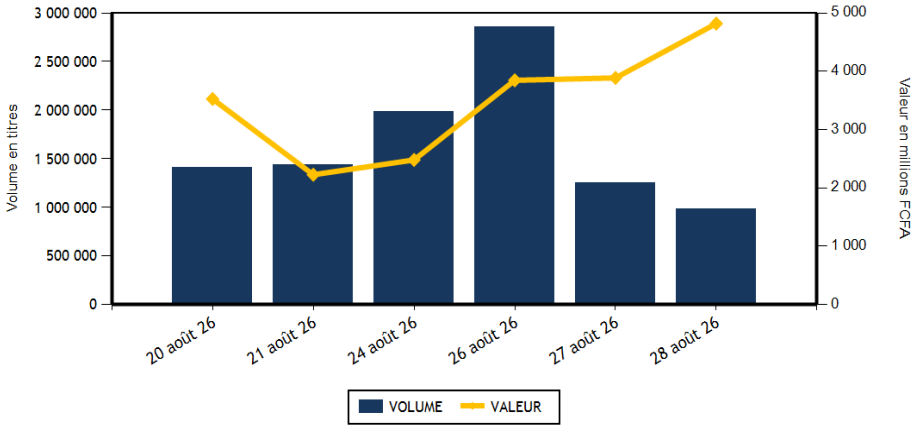
BRVM 30	256,35
Variation Jour	0,19 %
Variation annuelle	54,20 %

BRVM PRESTIGE	196,18
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	36,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 439 935 837 565	0,02 %
Volume échangé (Actions & Droits)	732 946	-37,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 375 319 296	-23,60 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-19,05 %
Nombre de titres en baisse	22	10,00 %
Nombre de titres inchangés	8	33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 923 945 069 677	0,06 %
Volume échangé	252 376	223,02 %
Valeur transigée (FCFA)	2 442 555 736	214,26 %
Nombre de titres transigés	13	44,44 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	3 000	7,14 %	150,00 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 750	4,36 %	81,52 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 500	3,45 %	114,29 %
PALM CI (PALC)	9 400	3,30 %	16,05 %
SAPH CI (SPHC)	9 500	3,26 %	20,25 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	15 900	-5,92 %	49,30 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	65	-2,99 %	182,61 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 500	-2,57 %	110,73 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	12 400	-2,36 %	72,70 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	6 495	-2,33 %	62,38 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	196,18	0,21 %	36,00 %	58 182	1 008 204 940	12,70
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	384,70	-0,71 %	76,75 %	674 764	1 367 114 356	22,29

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	213,26	0,06 %	60,18 %	732 946	2 375 319 296	17,70

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	136,57	1,43 %	43,91 %	6 744	168 056 140	13,71
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	215,70	0,32 %	24,67 %	46 488	144 700 350	45,11
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	245,26	-0,88 %	68,15 %	581 274	1 414 015 371	17,20
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	281,57	-0,96 %	30,31 %	33 634	434 739 480	10,27
BRVM - INDUSTRIELS	6	219,59	2,45 %	65,94 %	46 969	102 076 075	117,53
BRVM - ENERGIE	4	176,26	-0,91 %	58,92 %	12 883	75 838 540	20,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	282,74	0,78 %	166,99 %	4 954	35 893 340	26,53

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,70
Taux de rendement moyen du marché	5,76
Taux de rentabilité moyen du marché	5,81
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	204
Volume moyen annuel par séance	1 916 393,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 786 612 238,12

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	20,15
Ratio moyen de satisfaction	28,78
Ratio moyen de tendance	142,81
Ratio moyen de couverture	70,02
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	-0,10
Nombre de SGI participantes	37

Référendum

Les Islandais disent non à l'Union européenne

Le pays doit-il rouvrir les négociations d'adhésion avec l'UE? 52,8% des Islandais ont répondu «non».



• Une affiche d'opposants à la reprise des négociations avec l'UE. «Notre pays, Notre décision», est-il indiqué. AFP

Les Islandais ont rejeté une reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne, selon les résultats définitifs d'un référendum publiés dimanche, un coup dur pour Bruxelles qui aurait vu d'un bon oeil une candidature de la riche île de l'Atlantique Nord. À la question «L'Islande doit-elle rouvrir les négociations d'adhésion avec l'Union européenne?», 52,8% des Islandais ont répondu «non» et 47,2% «oui» lors d'une consultation qui s'est tenue samedi, d'après le comptage officiel publié par la chaîne publique RUV après dépouillement de tous les bulletins. Ce résultat devrait geler toute discussion sur une adhésion islandaise au moins jusqu'en 2028 et constitue une source de déception pour l'UE, qui semblait prête à des compromis pour que l'Islande entre dans ses rangs.

Aucune capitale européenne n'a réagi dans l'immédiat.

En 2009, dans le sillage de la crise financière qui avait terrassé son économie, le pays de près de 400'000 habitants avait déposé sa candidature, mais les discussions avaient été gelées en 2013 avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique. L'Islande est aujourd'hui étroitement associée à l'UE via son appartenance à l'Espace économique européen (EEE) et à l'espace Schengen, notamment - des liens qui devraient rester inchangés. Dans un contexte de tensions internationales croissantes, l'actuel gouvernement conduit par la sociale-démocrate Kristrun Frostadottir souhaitait sonder la

population sur l'opportunité d'explorer une intégration plus poussée. Formellement, le référendum a une valeur consultative, mais le gouvernement s'est engagé à en respecter l'issue, quelle qu'elle soit. Il a convoqué une conférence de presse dimanche à 13H00 GMT pour évoquer les suites qu'il compte lui donner.

«Tout ira bien»

La campagne a surtout porté sur des enjeux économiques et intérieurs, même si la guerre en Ukraine et les visées de Donald Trump sur le Groenland voisin - que le président américain a plusieurs fois confondu avec l'Islande - ont donné au scrutin une dimension géopolitique. La consultation «a permis de relancer le débat sur l'Union européenne, sur la place de l'Islande dans le monde et, plus largement, sur son positionnement géopolitique», a déclaré Mme Frostadottir samedi. «Tout ira bien aussi si le non l'emporte», a-t-elle affirmé, après avoir voté «oui» dans une école de Reykjavik. Mme Frostadottir avait prévenu qu'en cas de rejet par les électeurs, elle ne relancerait pas l'idée d'une adhésion jusqu'à la fin de son mandat qui court jusqu'en 2028. Le gouvernement a aussi indiqué qu'il saisirait le Parlement de la question d'un éventuel retrait formel de la candidature islandaise à l'UE. Les politologues jugent improbable une démission de la coalition, composée de trois partis aux vues différentes sur la question européenne, qui risque toutefois de ressortir fragilisée de cette séquence.

Bruxelles se voulait conciliante

Si le «oui» l'avait emporté, l'Islande aurait repris ses négociations avec l'UE, notamment sur l'épineuse question de la pêche, pilier économique du pays et marqueur de l'identité nationale, dont Reykjavik disait vouloir garder la maîtrise. Puis un accord éventuel entre les deux parties aurait été soumis à un second référendum. Face à l'hostilité farouche des professionnels de la pêche - 90% des entreprises du secteur se disaient opposées à une adhésion -, l'UE tentait de se montrer conciliante. "Les spécificités propres à l'Islande en matière de pêche et d'agriculture sont bien connues. Elles devront être examinées avec attention», avait notamment déclaré la commissaire à l'Élargissement, Marta Kos. «Je suis convaincue qu'avec les États membres de l'UE, nous trouverions des solutions créatives», disait-elle. Une source bruxelloise disait à l'AFP ne pas penser que les Européens «aur(aie)nt envie de bloquer une adhésion pour une histoire de poisson». Pour l'UE, qui n'a plus accueilli de pays riches depuis 1995, une adhésion de l'Islande aurait été perçue comme une vitrine positive de la politique d'élargissement et lui aurait permis d'accroître sa présence dans l'Arctique, région de plus en plus convoitée. Un «oui» islandais aurait peut-être aussi contribué à relancer le débat chez la riche Norvège, toujours rétive, elle aussi, à une adhésion.

Avec AFP

Football / Officiel

Lionel Messi annonce la fin de sa carrière internationale avec l'Argentine

Lionel Messi vient d'annoncer la fin de sa carrière internationale. Après avoir remporté deux Copa América et une Coupe du Monde, le capitaine de l'Albiceleste ne jouera donc plus avec l'Argentine

C'est une page immense de l'histoire du football argentin qui se tourne. Après plus de vingt ans sous le maillot de l'Albiceleste, Lionel Messi a annoncé la fin de sa carrière internationale. Une décision longuement mûrie par le numéro 10, qui explique avoir écrit son message dès le 21 juillet, deux jours après la finale de la Coupe du Monde perdue contre l'Espagne. «Après tout ce temps écoulé depuis la finale, et après avoir beaucoup réfléchi, je veux vous annoncer à tous que je prends ma retraite internationale... C'est une décision qui m'a fait mal et qui me fait encore mal au plus profond de moi, mais je comprends que le moment est venu. Je vous jure que j'ai toujours tout donné. Pas seulement ces dernières années, durant lesquelles nous avons tout gagné, mais aussi avant», a-t-il d'abord lâché sur Instagram. À 39 ans, l'octuple Ballon d'Or estime également que le moment est venu de laisser la place à une nouvelle génération, après avoir disputé 207 rencontres et inscrit 125 buts avec l'Argentine. «Il ne reste plus beaucoup de temps et certaines étapes de la vie se referment. Celle-ci en est une qui me fait énormément



• @Maxppp

ment de mal. J'aime, j'ai aimé et j'aimerai toujours être en sélection. J'ai tout donné, je n'ai plus rien à offrir, et derrière arrivent de très grands jeunes joueurs qui méritent d'être là. Merci pour tout l'amour que vous m'avez donné pendant ces 20 années. Entendre vos encouragements depuis le terrain va énormément me manquer. Désormais, je serai l'un des vôtres, à encourager et à soutenir l'équipe depuis l'extérieur», ajoute La Pulga.

Lionel Messi aura tout gagné avec l'Albiceleste

Finaliste de la Coupe du Monde 2014 face à l'Allemagne, puis battu lors des Copa América 2015 et 2016, Messi avait même annoncé une première fois sa retraite internationale après ce dernier échec, avant de revenir sur sa décision. Il aura finale-

ment fallu attendre 2021 pour voir Messi briser la malédiction. Vainqueur de la Copa América face au Brésil au Maracanã, l'Argentin marquait le d'une période dorée. Après la Finalissima remportée contre l'Italie en 2022, la Pulga atteignait quelques mois plus tard le sommet de sa carrière en conduisant l'Argentine à sa troisième Coupe du Monde au Qatar, après une finale légendaire face à la France et une nouvelle Copa América remportée dans la foulée.

«Je repars avec des souvenirs et des moments vécus que je n'oublierai jamais. Je pars avec la sérénité et la fierté d'avoir pu vous offrir, avec mes coéquipiers, des moments dont nous avions rêvé. C'était complètement fou de pouvoir vivre tout cela avec vous. Je vous aime ! Merci mon Dieu de m'avoir fait Argentin. Allez l'Argentine !», a ajouté Léo Messi après avoir remercié tout le monde et un bel hommage pour son père, décédé le 8 août 2026 à l'âge de 68 ans : «j'ai écrit ces mots le 21 juillet, deux jours après la finale. Aujourd'hui, après ce qui est arrivé à mon père, je suis encore plus convaincu qu'avant».

Avec Footmercato

Etats-Unis

Trump promet de «frapper fort» l'Iran

Le président a dit que l'armée allait «répondre» aux attaques de missiles de l'Iran contre des cibles américaines.

Donald Trump a affirmé lundi à Fox News que l'armée américaine allait «répondre» aux attaques de missiles de l'Iran contre des cibles américaines au Moyen-Orient, les deux pays ayant repris leurs frappes après un mois d'accalmie.

«Il y aura une réponse» et «nous allons les frapper fort», a déclaré le président américain, selon les propos retranscrits par la chaîne américaine. Donald Trump a aussi affirmé, selon Fox



• «Il y aura une réponse» et «nous allons les frapper fort», a déclaré le président américain sur Fox News. AFP

News, que l'ensemble des missiles iraniens tirés ont été interceptés, sauf un

qui ne représentait pas une menace.

Avec AFP



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS

Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

THE WEST OFFICE est la plateforme régionale exclusive dédiée à la mobilisation de « l'Or Gris ». Nous réunissons l'élite des praticiens de haut niveau, cadres émérites et hauts fonctionnaires, prêts à mettre leur immense expérience au service de missions stratégiques de conseil, d'audit et d'accompagnement pour les secteurs régaliens et privés.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**Vous avez plus de 15 ans d'expérience ?
Votre savoir est une richesse.**

**Rejoignez notre réseau sélectif
Continuez à impacter l'économie régionale**

L'excellence de l'expérience

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

**INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

HOROSCOPE finance

Bélier L'appui de Saturne sera particulièrement bénéfique pour vos sous : les dettes que vous traînez comme un boulet depuis des mois pourraient être enfin épongées. Mais attention vers la fin de la journée : la planète Jupiter reviendra à la charge et vous poussera à dépenser à tort et à travers.

Taureau Avec Mercure en cette configuration, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Méfiez-vous, cependant, si vous avez des décisions financières importantes à prendre : Uranus sera mal aspecté ; attention, alors, au manque de lucidité ou à l'impulsivité !

Gémeaux Attention : vous serez d'humeur très dépensière sous l'impact de Vénus influençant le secteur argent. Si vous parvenez à résister à vos envies d'achats, vous aurez la satisfaction d'atteindre la fin du mois avec quelques économies, qui vous seront très utiles dans un avenir proche.

Cancer Avec cet aspect de Neptune, tout ira bien sur le front financier si vous évitez de prendre des décisions trop hâtives, et si vous vérifiez plutôt deux fois qu'une les contrats que vous signerez.

Lion Ceux d'entre vous qui ont eu du mal à gérer leur budget ces derniers temps devraient mieux s'en sortir grâce à Vénus. Attention, cependant, à Pluton mal aspecté, qui pourra vous mettre dans l'obligation de faire des dépenses imprévues pour votre domicile ou vos proches.

Vierge Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

Balance Sur le plan financier, attention à ne pas déséquilibrer gravement votre budget en faisant de petits achats inutiles. Apprenez à être économe, cela vous évitera bien des désagréments qui vous gâcheraient la vie.

Scorpion Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaît toujours de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté aujourd'hui, grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention cependant à ne pas continuer dans cette voie : "On se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon) !

Sagittaire Il serait plus avantageux pour vous de jouer les fournis plutôt que les cigales. Tirez parti des bons aspects planétaires qui domineront cette journée et pensez à effectuer des placements sûrs qui consolideront votre avenir matériel.

Capricorne Les influences astrales ne semblent pas vous être très bénéfiques dans le domaine financier aujourd'hui. Vous n'aurez pas l'esprit à thésauriser pour le moment. Au contraire, vous aurez tendance à dépenser à tort et à travers. Réfléchissez bien avant de prêter, et abstenez-vous d'emprunter. Si une opportunité touchant l'immobilier s'offre à vous, ne passez pas à côté.

Verseau Les influx cosmiques porteront votre acuité mentale à son apogée. Cela vous permettra de flairer et de saisir les nombreuses opportunités financières qui passeront à votre côté. Vous pourriez faire fortune.

Poisson Si les affaires vont comme vous le souhaitez, ne changez rien à leur fonctionnement actuel. Dans l'autre cas, recherchez-en les causes et analysez-les soigneusement avant de prendre une quelconque décision.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Agenda

Des chefs d'entreprise « inarrêtables »

La Global Africa Business Initiative célébrera, durant Unstoppable Africa 2026 en septembre, les entrepreneurs acteurs de la transformation de l'Afrique.

La recherche des « Africains inarrêtables » est en cours. La Global Africa Business Initiative (GABI) a lancé un appel à candidatures dans le cadre d'une campagne portée par la communauté visant à reconnaître et à mettre à l'honneur les entrepreneurs, les chefs d'entreprise et les acteurs du changement dont les idées, le leadership et les actions contribuent à la transformation économique du continent. Cet appel mondial précède Unstoppable Africa 2026, l'événement phare de la GABI, qui se tiendra à New York les 20 et 21 septembre.

La rencontre est organisée conjointement par les Nations unies et l'Union africaine, et coordonné par le Pacte mondial des Nations unies. Organisé sous le thème « Dynamiser les entreprises, développer les économies, façonner l'avenir », Unstoppable Africa 2026 se tiendra au Marriott Marquis de New York les 20 et 21 septembre.

S'appuyant sur la dynamique créée par les quatre précédentes éditions d'Unstoppable Africa, la campagne vise à mettre en lumière les chefs d'entreprise dont le travail reflète l'innovation, la résilience et l'ambition qui façonnent les économies africaines. Un « Africain inarrêtable »



est défini comme une personne dont la vision, le courage ou les actions élargissent le champ des possibles au sein de sa communauté, de son secteur d'activité, de son pays ou à l'échelle du continent.

La GABI invite les citoyens d'Afrique et du monde entier à proposer la candidature de personnalités dont le leadership engendre des changements significatifs et influence le présent et l'avenir du continent. La campagne s'articulera autour de cinq domaines : l'énergie, la transformation numérique, le commerce, les industries créatives et le sport.

La catégorie « Énergie » récompensera les leaders qui œuvrent à la mise en place de solutions énergétiques durables, fiables et abordables. La catégorie « Transformation numérique » mettra en avant ceux qui contribuent à bâtir l'économie numérique africaine grâce à la technologie, à l'innova-

tion et aux infrastructures. La catégorie « Commerce » mettra l'accent sur les personnes qui créent des opportunités économiques, renforcent le commerce régional et aident les entreprises africaines à se développer.

Des acteurs du changement

La catégorie des industries créatives mettra à l'honneur ceux qui développent des entreprises durables dans les domaines du cinéma, de la musique, de la mode, de l'art et du design, tout en contribuant à la croissance de l'économie créative africaine au sens large.

La catégorie « sport » récompensera les athlètes, les investisseurs, les dirigeants et les innovateurs qui utilisent ce secteur pour créer des emplois, développer des industries et ouvrir de nouvelles perspectives économiques. À travers la campagne #UnstoppableAfricans, GABI vise à créer une pla-

teforme mondiale pour les personnes dont le leadership et les idées contribuent à façonner l'avenir de l'Afrique, mais dont les réalisations n'ont peut-être pas encore bénéficié d'une reconnaissance plus large. Sanda OjiamboSanda Ojiambo (photo ci-contre), sous-secrétaire générale des Nations unies, PDG et directrice exécutive du Pacte mondial des Nations unies, considère que cette initiative avait pour but d'offrir une plus grande visibilité aux acteurs qui stimulent la croissance économique de l'Afrique.

« Avec douze des vingt économies mondiales à la croissance la plus rapide situées en Afrique, la contribution du continent aux affaires, au commerce et à l'investissement ne cesse de croître », a-t-elle déclaré en conférence de presse. « Chaque jour, des entrepreneurs, des innovateurs et des chefs d'entreprise africains façonnent les secteurs d'activité, dynamisent les marchés et ren-

forcent les économies. » C'est pourquoi, a-t-elle poursuivi, « à travers la campagne Unstoppable Africans, nous souhaitons mettre à l'honneur ces acteurs du changement, célébrer leurs réalisations et leur offrir une plateforme mondiale pour partager leurs histoires. Nous encourageons les personnes à travers l'Afrique et dans le monde entier à proposer la candidature de personnes dont le travail mérite d'être mis en avant et reconnu ».

Un leadership à populariser

Les candidatures sont ouvertes depuis le 15 juillet et le resteront jusqu'au 9 septembre. Les personnes peuvent se porter candidates elles-mêmes ou proposer la candidature d'une autre personne dont les idées, le leadership ou le travail stimulent les affaires, l'investissement, l'innovation ou les opportunités économiques dans un ou plusieurs des cinq domaines prioritaires.

Les candidatures peuvent être soumises via le formulaire de candidature en ligne de la campagne.

À l'issue de la période de candidature, GABI sélectionnera cinq acteurs du changement, un par domaine d'intervention, qui seront mis à l'honneur dans la série de récits Unstoppable Africans en amont de l'événement Unstoppable Africa 2026.

Leurs histoires seront présentées à un public international composé de chefs d'entreprise, d'investisseurs, de décideurs politiques et de partenaires, mettant ainsi en avant les personnes qui contribuent à façonner l'avenir économique du continent.

Une réunion de septembre 2025 durant l'événement Unstoppable Africa. Organisé sous le thème « Dynamiser les entreprises, développer les économies, façonner l'avenir », Unstoppable Africa 2026 se tiendra au Marriott Marquis de New York les 20 et 21 septembre.

Les personnes souhaitant assister à l'événement peuvent s'inscrire via le site web d'Unstoppable Africa (<https://events.unglobalcompact.org/unstoppableafrica26/rta>) et en savoir plus sur le site de la GABI (<https://gabi.unglobalcompact.org/>).

TIC

WhatsApp va coûter cher aux fintechs africaines

A partir du 1er octobre 2026, les entreprises utilisant la WhatsApp Business Platform devront payer pour certains messages de service et messages utilitaires jusqu'ici exemptés dans certaines conditions. Au Nigeria, le tarif annoncé tourne autour de 0,0101 dollar par message facturable. Une fintech qui envoie 500 000 messages de ce type chaque mois devra désormais déboursier près de 5 050 dollars, soit environ 6,8 millions de nairas selon le taux de change retenu, pour une opération qu'elle considérait jusqu'alors comme acquise dans son coût d'exploitation.

Ce que Meta modifie ici n'est pas un simple ajustement tarifaire parmi d'autres. C'est la nature même de ce qui était considéré comme un service inclus. Les confirmations de paiement, les notifications de livraison, les mises à jour de commande, autant d'interactions que les entreprises pensaient neutres sur le plan financier, deviennent des lignes de coût récurrentes. La relation client, longtemps présentée comme le terrain gratuit du numérique, révèle sa vraie facture.

Les fintechs et les banques en première ligne

Sur le continent, ce sont précisément les fintechs, les banques et les opérateurs télécoms qui ont massivement intégré WhatsApp à leurs opérations quotidiennes. Codes de vérification, alertes de transaction, confirmations d'opération, ces messages relèvent souvent de l'obligation réglementaire autant que du confort client. Comment ces acteurs peuvent-ils absorber un coût qui grimpe mécaniquement avec leur volume de clients actifs, sans le répercuter d'une manière ou d'une autre ?

L'épisode révèle surtout une réalité que peu d'entreprises africaines avaient pris le temps d'interroger. Une infrastructure de communication essentielle à leur activité quotidienne appartient à une entité dont les règles



commerciales sont définies hors du continent, avec une capacité limitée des acteurs africains à peser directement sur ses décisions tarifaires. Meta conserve la capacité de modifier son modèle tarifaire selon ses propres règles et calendriers. Qui, en Afrique, a réellement la possibilité de peser sur ces décisions ?

Le compte à rebours du 30 septembre

Au-delà de la question tarifaire, Meta impose une échéance opérationnelle stricte. Les entreprises et fournisseurs de solutions qui n'auront pas enregistré un moyen de paiement avant le 30 septembre 2026 risquent de voir leurs messages concernés bloqués dès le lendemain. Cette contrainte transforme un ajustement financier en risque de continuité de service, pour des organisations dont une partie substantielle de la relation client transite par cette plateforme.

Dans les semaines qui viennent, les directions financières des fintechs et des banques vont devoir arbitrer entre trois

options peu confortables. Absorber le coût et réduire les marges, répercuter la charge sur le client final, ou réduire le volume de messages envoyés au risque de dégrader l'expérience client. Aucune de ces options ne va spontanément dans le sens d'une amélioration du service. Cette réforme pourrait paradoxalement ouvrir un espace pour d'autres canaux. Le SMS, l'USSD ou des applications propriétaires développées par les opérateurs télécoms eux-mêmes peuvent retrouver un argument économique face au coût croissant de certaines communications sur WhatsApp. Mais cela ne signifie pas que ces canaux remplaceront mécaniquement WhatsApp, notamment son adoption, son ergonomie et son intégration dans les habitudes des utilisateurs restent difficiles à reproduire. Les opérateurs télécoms africains, qui contrôlent déjà une partie de l'infrastructure réseau, ont-ils néanmoins l'occasion de rendre leurs propres canaux plus compétitifs sur la relation client ?

Meta a démontré, avec

cette décision, la profondeur du pouvoir qu'une plateforme mondiale peut exercer sur les flux économiques d'un continent entier. La question qui se pose désormais dépasse le cadre tarifaire. Elle

concerne la capacité des acteurs financiers africains à construire, à moyen terme, une infrastructure de communication qui ne dépende pas entièrement d'une décision prise à Menlo Park. Le véritable

enjeu n'est donc pas seulement de savoir combien coûtera WhatsApp demain, mais de savoir qui contrôle les infrastructures numériques dont dépend l'entreprise africaine aujourd'hui.

Microfinance au Bénin

Le Top 10 des institutions de grande taille

La Commission bancaire de l'UMOA a publié il y a quelques jours son Rapport annuel 2025. Ce document qui lève un coin de voile sur les mouvements financiers formels dans la région, donne un aperçu de la situation du secteur de la microfinance dans les Etats membres. Le Bénin détient 9,1 % des actifs du secteur avec 42 institutions recensées (dont 6 sociétés, 6 associations et 30 IMCEC) et 10 qui se distinguent par le niveau de leurs actifs.

Le secteur de la microfinance occupe une place importante dans le système financier béninois. Il est un outil clé pour aider les personnes sans accès aux banques classiques. À fin décembre 2025, les institutions de microfinance (IMF) de grande taille en activité au Bénin affichent un total bilan de 425,9 milliards de FCFA sur un total de 4 661,5 milliards de FCFA pour l'ensemble de l'Union. L'examen des données comptables au 31 décembre 2025 positionne en première place l'Association pour la promotion et l'appui au développement de micro-entreprises (PADME), avec un bilan de 64,113 milliards de FCFA. Elle est suivie par la Faïtière des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel du

Bénin (FECECAM), dont le bilan atteint 46,746 milliards de FCFA. La 3ème position revient à l'Association pour la promotion de l'épargne-crédit à base communautaire Bethesda (PEBCO-BETHESDA), avec 42,428 milliards de FCFA. Le Réseau national des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées (RENACA) occupe la quatrième position avec 24,915 milliards de FCFA, devant Vital Finance Bénin, qui affiche 21,870 milliards de FCFA. Viennent ensuite l'Union nationale des caisses rurales d'épargne et de prêt (UNACREP) avec 17,662 milliards de FCFA, l'Association des caisses de financement à la base (ACFB) avec 11,980 milliards de FCFA, et Financial Development (FINADEV) avec 10,666 milliards de FCFA. La Coopérative

des membres unis Bethel Actions (COMUBA) occupe la neuvième position avec 8,792 milliards de FCFA. Elle est suivie par l'Association de lutte pour la promotion des initiatives de développement (ALIDE), dont le bilan s'établit à 8,027 milliards de FCFA. À fin décembre 2025, l'UMOA compte 524 institutions de microfinance (IMF) agréées desservant 20,38 millions de clients. On y distingue 293 IMF de grande taille, réparties entre 49 sociétés, 18 associations et 226 Institutions de types mutualistes ou coopératives (IMCEC). L'activité demeure principalement concentrée au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, qui cumulent 71,9 % du total des actifs des IMF de l'Union.

KoriActus

Liverpool

Le transfert de Cody Gakpo tombe à l'eau !

Alors qu'il avait donné son accord pour rejoindre Manchester City, Cody Gakpo va finalement rester à Liverpool. Le transfert est tombé à l'eau après que les Reds ont refusé une offre de plus de 90 M€ des Cityzens.

Liverpool est embarqué dans un drôle de mercato, qui l'a poussé à lâcher 145 M€ pour Bradley Barcola. Un renfort majeur mais pas au poste qu'il était nécessaire de renforcer, celui d'ailier droit, voire de latéral. Car sur le côté gauche, les Reds comptaient jusque-là sur Cody Gakpo, son ailier néerlandais,



dais, qui avait même prolongé son contrat de 5 ans

en 2025. Dès lors, il apparaissait clairement que l'ailier néerlandais de 27 ans avait la porte ouverte pour un départ. L'affamé Tottenham s'est jeté dessus mais le joueur a décliné la proposition. Il était bien plus attiré par l'intérêt de Manchester City, club apte à gagner rapidement la Premier League avec un effectif de grande qua-

lité. Mais voilà, Liverpool n'a pas cédé à l'offre des Cityzens.

Une offre de 93 M€ refusée

Comme révélé par The Athletic, Liverpool a refusé une proposition de 93 M€ de la part de Manchester City. Et le club mancunien semble avoir tourné

la page, se concentrant sur le dossier qu'il juge désormais prioritaire, à savoir Enzo Fernandez. Pour ne pas se disperser, Man City privilégie les discussions pour le milieu argentin de Chelsea. Titulaire lors des deux premières journées de Premier League avec Liverpool, Cody Gakpo va devoir désormais composer avec la concurrence

de Bradley Barcola. On verra assez vite, dès vendredi soir avec un déplacement à Ipswich, si Andoni Iraola continue de faire confiance à Gakpo, qui peut aussi évoluer sous l'attaquant axial, ou s'il voudra aligner d'entrée sa recrue phare.

Avec Footmercato

Nouveau Tonic

IMPERIAL TONIC

**350*
FCFA
BOUTEILLE
30 CL**

L'instant Impérial

BB LOMÉ S.A

*Prix de vente détail conseillé • Pratiquez une activité physique régulière. Format disponible 30 cl

McCANN

An advertisement for Imperial Tonic. The background features a woman with short dark hair, wearing a dark green long-sleeved top and a large gold necklace, holding a glass of the drink. In the foreground, a large, condensation-covered bottle of Imperial Tonic is shown. The bottle label includes the text 'IMPERIAL TONIC', '30CL', and 'SODA AUX EXTRAITS D'ORANGES AMÈRES ET D'ÉCORCES DE QUINQUINA'. To the right, a smaller bottle of Imperial Tonic is visible. The text 'IMPERIAL TONIC' is prominently displayed at the top right, with a crown icon above it. A circular graphic contains the text 'Nouveau Tonic'. A large yellow and black graphic displays the price '350* FCFA BOUTEILLE' and the volume '30 CL'. At the bottom, the slogan 'L'instant Impérial' is written in a cursive font, followed by the BB LOMÉ S.A logo, which includes a crest with 'BB' and 'DEPUIS 1964'.